



Revue de presse achats - semaine du 3 mai



© PHOTOMORPHIC PTE. LTD.

C'est pour vous, et rien que pour vous qui n'avez pas eu le temps de "surfer" cette semaine que la rédaction a sélectionné des articles publiés sur le Web et susceptibles de vous intéresser.

Achat, logistique : l'entreprise doit exceller dans toutes ses fonctions

La crise sanitaire, elle, a mis en lumière le rôle essentiel de deux autres fonctions longtemps considérées comme annexes : les achats et la logistique. Cela fait longtemps que l'acheteur ne doit plus seulement acheter au plus bas prix. Il s'assure aussi que les fournisseurs respectent des normes sociales et environnementales et devra de plus en plus diversifier les sources d'approvisionnement en évaluant leur capacité à livrer malgré des chocs divers et variés. De même, le logisticien ne se contente plus de commander des camions. Il suit en temps réel toutes les marchandises qui arrivent vers l'entreprise et en partent, trouve une solution quand les avions de lignes assurant une bonne part du fret aérien de produits ne volent plus ou quand le canal de Suez est bouché. Et il va devoir réinventer une politique de stockage pour que l'entreprise résiste mieux aux ruptures qui se multiplient tout au long de ses chaînes de valeur. Comme l'acheteur, il est devenu l'un des acteurs de la stratégie de l'entreprise. >> Lire l' article complet sur le site des Echos

Prix de l'eau : la bombe à retardement

[Visualiser l'article](#)

L'énormité de l'enjeu soulève la question du coût du financement du renouvellement des canalisations. Pour l'heure, "l'eau paie l'eau". Autrement dit, c'est le consommateur final, via la tarification de l'eau qu'il consomme chaque année, qui finance l'entretien. Une étude publiée par le ministère de la Transition écologique en décembre 2020 révélait que "les recettes moyennes annuelles hors taxes issues de la facturation ont progressé de 13 % entre 2009 (12,07 milliards d'euros) et la période 2013-2016 (13,60 milliards)". Si elles ont permis de couvrir les dépenses de fonctionnement de ces services, elles ont été insuffisantes pour couvrir la totalité des dépenses, et en particulier les quelque 6 milliards d'euros d'investissements. Sur la période 2013-2016, les besoins annuels de renouvellement des canalisations étaient estimés entre 6,4 et 10,9 milliards d'euros, dont de 2,9 à 4,9 milliards par an pour l'eau potable. Le renouvellement effectif annuel ne s'est élevé qu'à 2,5 milliards. "Pour assurer un renouvellement durable du patrimoine, il faudrait donc investir entre 0,3 et 4,8 milliards d'euros supplémentaires par an", indique le ministère. Alain Grizaud abonde dans le même sens : "Il faudrait investir chaque année entre 5 et 7 milliards d'euros dans les réseaux d'eau, alors que nous en consacrons moins de 4 milliards actuellement. C'est trop peu vu les besoins. Nous prenons du retard." >> Lire l' article complet sur le site des Echos

Le lithium, l'or blanc de la discorde en Espagne



www.decision-achats.fr

Pays : France

Dynamisme : 1



[Visualiser l'article](#)

Montaña Chaves est l'une des porte-parole du collectif Salvemos la montaña de Cáceres ("Sauvons la montagne de Cáceres", en Estrémadure, dans l'ouest du pays). Qu'elle s'appelle "montagne" n'est pas tellement un hasard par ici : le prénom "Montaña" est assez fréquent dans cette province, qui a pour sainte patronne la Virgen de la montaña (la Vierge de la montagne). La Vierge est vénérée dans le Santuario de la montaña, sur les hauteurs de la Sierra de la Mosca - le site désigné du projet de mine de lithium contre lequel les habitants sont vent debout. "Mais comment peut-on avoir une idée pareille ?", se demande la militante avec le débit rapide et le ton passionné de ceux qui ont quelque chose à perdre. C'est l'entreprise australienne Infinity Lithium qui entend extraire du lithium de la Sierra de la Mosca. L'endroit n'a rien des grands espaces dépeuplés ou loin de tout : cette montagne, toute proche de l'agglomération de Cáceres, possède une grande portée symbolique, religieuse, sociale et spirituelle pour les Cacereños, le nom des habitants de la ville. >> Lire l' article complet sur le site de Courrier International

La hausse de 13% des prix des matières premières anticipée par Goldman Sachs



Au cours des six prochains mois, les prix des matières premières devraient augmenter de 13,5%, estime les analystes de la banque américaine Goldman Sachs. Les raisons ? La baisse anticipée de la pandémie du coronavirus, des taux d'intérêt plus faibles et un dollar plus faible. La banque d'investissement s'est penchée sur les matières premières énergétiques et industrielles "hard commodities"- mais chacun sait que cette hausse entraîne souvent celles des matières premières agricoles -"softs". Ainsi, Goldman Sachs voit le prix du baril de pétrole Brent à \$ 80 d'ici six mois en raison "de la plus forte hausse de la demande en pétrole jamais enregistrée", une hausse de 5,2 millions de barils/jour, soit deux fois plus élevé que les 6 Mbj de hausse depuis 2000 ce qui était la plus forte progression que le marché du pétrole n'ait jamais connue. De son côté, le cours de l'or -valeur refuge, notamment par rapport à l'inflation- atteindrait \$ 2 000 l'once et le cuivre - métal essentiel- devrait atteindre le record de tous les temps à \$ 11 000 la tonne. >> Lire l' article complet sur le site de Commodityfrance

Énergie : pourquoi le cours des matières premières s'envole



[Visualiser l'article](#)

Certaines matières premières vont profiter de ces engagements. Il en va ainsi de celles utilisées par l'économie de la transition énergétique, pour fabriquer par exemple les aimants des rotors ou les mâts et pâles des éoliennes. C'est donc le cas du cuivre, dont le prix a doublé depuis un an, de l'aluminium (+ 20% depuis le début de l'année), ou encore du palladium, présent dans les pots catalytiques (son prix vient d'atteindre un record historique à quasiment 3 000 dollars l'once). Mais, là encore, le long terme est incertain. D'abord, il va falloir fournir les quantités de cuivre qu'avale, chaque année, la Chine : plus de la moitié de la production mondiale est importée chaque année par la Chine, dont la demande a crû de 13 % en 2020. Or, durant la crise, les investissements au Chili et au Pérou, les plus gros producteurs mondiaux de cuivre, ont fléchi. L'agence Fitch prévoit qu'en 2023, sans autres investissements dans de futures mines, il manquera près de 6 millions de tonnes de cuivre sur le marché, soit à peu près la production annuelle du Chili ! Ensuite, la menace d'une inflation pèse sur l'économie mondiale. Elle pourrait conduire à un resserrement des politiques monétaires, qui nuirait au cours des matières premières liées à l'énergie. La Fed ne prévoit toutefois pas de hausse des taux d'intérêt avant 2023, note Vincent Boy. Il faudrait pourtant refroidir la température sur certains marchés de matières premières, dont l'envolée devient complètement irrationnelle : l'indice du cours mondial du bois, par exemple, a été multiplié par près de cinq en un an, s'envolant de 300 à 1 420 dollars la tonne ! >> Lire l'article complet sur le site du Point

Transition énergétique : l'AIE alerte sur les futurs besoins de minerais

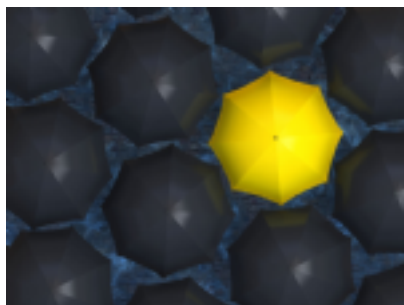


Dans son scénario Sustainable Development (censé être compatible avec les objectifs de l'Accord de Paris), l'AIE estime que, d'ici à 2040, la demande mondiale de nickel et de cobalt liée à la transition énergétique pourrait être multipliée par 20 environ et celle de lithium par plus de 40. Concrètement, la part des "énergies bas carbone" dans la demande mondiale de minéraux pourrait, à l'horizon 2040, atteindre 45% pour le cuivre (contre 24% en 2020), avoisiner 60 à 70% pour le nickel et le cobalt (contre respectivement 8% et 15% en 2020) et dépasser 90% pour le lithium (contre 29% en 2020). Autrement dit, "les chiffres montrent un décalage imminent entre des ambitions climatiques mondiales accrues et la disponibilité de minerais critiques indispensables pour concrétiser ces ambitions", prévient le directeur exécutif de l'AIE Fatih Birol. Ce dernier souligne de nombreux défis se posant ainsi en matière d'approvisionnement : concentration géographique, délais pour mettre en oeuvre de nouvelles productions minières, qualité déclinante des ressources dans certaines régions, impacts environnementaux et sociaux (des mines), etc. Parmi ses différentes recommandations, l'AIE appelle les États à publier leurs stratégies climatiques de long terme afin d'anticiper cette explosion des besoins miniers. >> Lire l'article complet sur le site de Connaissance des énergies

Commande publique

[Visualiser l'article](#)

Loi pour lutter contre le dérèglement climatique : le travail autour de la commande publique inclusive continue !



Ces amendements travaillés avec deux juristes spécialistes du Code de la commande publique, Frédéric Allaire et Grégory Kalfèche, portent sur toutes les dimensions de l'achat : de la prise en compte des objectifs de développement durable aux conditions d'exécution et d'attribution des marchés. Des temps de travail avec le gouvernement et les sénateurs sont planifiés pour réussir collectivement le pari d'une commande publique inclusive comme véritable levier de cohésion sociale de la société. Luc de Gardelle, président de La fédération des entreprises d'insertion, s'exprime sur ce sujet : « L'adoption de ces deux amendements est une première étape, nécessaire mais pas suffisante. Il s'agit maintenant de s'appuyer sur cette base pour aboutir à des dispositions ambitieuses et qui auront un impact sur le développement de l'inclusion. Avec les sénateurs, nous proposons de dépasser le simple symbole pour se doter d'outils législatifs pour une commande publique en phase avec les attentes sociales et environnementales de la population, portées par la convention citoyenne. Avec ce texte, il y a une formidable opportunité pour que la transition écologique soit aussi solidaire. » >> Lire ce sujet sur le site de la Fédération des entreprises d'insertion

Supply chain

Evolis dresse le bilan de 2020 pour le marché de la manutention



Sur le segment des biens d'équipement de manutention (qui représente 34 % de l'activité d'Evolis), on constate un secteur en forte baisse, avec une diminution de la production de -16,8% (4,3 milliards d'euros) dont -11,1%

www.decision-achats.fr

Pays : France

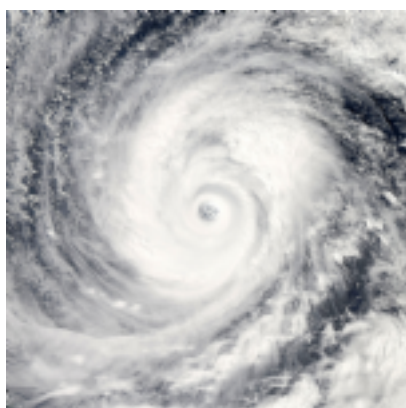
Dynamisme : 1



[Visualiser l'article](#)

en France (2,05 milliards), avec une chute forte des exportations (-21,4%) et importations (-17%). "Ce sont les activités de levage industriel qui ont le plus souffert dans ce secteur, avec une baisse de 28% en 2020, là où les systèmes intralogistiques de manutention de charges isolées ont maintenu eux une activité soutenue. En 2016, les chariots représentaient un marché bien plus important que les systèmes intralogistiques, mais leurs résultats ont basculé depuis, avec 1,5 milliard d'euros en production pour les chariots en France, contre deux milliards pour les systèmes" note Renaud Buronfosse, délégué général d'Evolis. Le marché intérieur, d'une valeur de 2 milliards d'euros, a chuté de 11,1 % tandis que les exportations ont baissé de 21,4% à 2,25 milliards d'euros. Les équipements de manutention restent majoritairement vendus en Europe (71%). >> Lire l' article complet sur le site de VoxLog

Chahutée par la crise sanitaire, la logistique italienne veut relever la tête



Au chapitre de l'immobilier, le défi le plus important sera donc de savoir répondre aux nouvelles exigences des consommateurs en augmentant le parc des entrepôts de stockage afin de simplifier et d'optimiser les activités des professionnels de la logistique en réduisant notamment les délais des expéditions. "La logistique en Italie est un compartiment stratégique qui représente quelque 100 000 entreprises, 1,5 million de salariés, un chiffre d'affaires de quelque 85 Mds€ en 2019 et 9 % du PIB italien", souligne le centre de recherches. Alors que faire pour relancer la logistique et se préparer à d'autres mauvais scénarios épidémiologiques comme l'envisage la communauté scientifique ? Changer de modèle d'abord, en réduisant les coûts pour maintenir la stabilité financière des entreprises sur le court terme, renforcer la flexibilité et savoir improviser, conseillent plusieurs professionnels de la logistique italienne comme le transporteur **DHL**, qui évoque aussi la question de la réorganisation des entrepôts. >> Lire l' article complet sur le site de Actu Transport Logistique

France Supply Chain au féminin

www.decision-achats.fr

Pays : France

Dynamisme : 1

[Visualiser l'article](#)

Rencontre avec Valérie Macrez, directeur général de **France Supply Chain**, pour évoquer le travail que l'association initie sur l'attractivité de la Supply Chain auprès des nouvelles générations et plus particulièrement chez les jeunes femmes - "Pour , la féminisation est aussi un enjeu important parmi nos actions de valorisation. En effet nous sommes convaincus que la diversité est une richesse à cultiver pour développer des Supply Chain performantes dans nos entreprises. La féminisation est une des dimensions de cette diversité. Les Femmes membres de France Supply Chain : 27% des contacts professionnels sont des femmes, 21% des étudiants sont des jeunes femmes. France Supply Chain souhaite véhiculer une image plus représentative des métiers et montrer à la nouvelle génération que ce secteur offre des opportunités professionnelles qui permettent aussi de donner du sens et ce, dans tous les secteurs d'activité. A ce titre, les femmes du Conseil d'administration de France Supply Chain en sont le parfait exemple par la diversité de leurs parcours et leurs métiers." >> Lire l'intégralité de l' interview sur le site de France Supply chain

Légère hausse du taux de fret en Europe



Lentement mais sûrement, les prix du transport routier de marchandises repartent à la hausse sur le Vieux Continent. Selon le dernier rapport établi par la plateforme Upply et la société d'analyse Ti ('The european road freight rate development benchmark'), sur les trois premiers mois de l'année, le taux de fret routier moyen en Europe a progressé de 0,5 % en glissement trimestriel (+ 1,6 % en glissement annuel). Etabli sur la base d'un transport direct en lots complet de 22 t, il s'est élevé à 1 118 €, encore bien en deçà de son niveau d'avant crise (1 134 € au 3ème trimestre 2019). "Les perturbations de la chaîne logistique ont été un élément majeur en ce début d'année et les transporteurs semblent en avoir tenu compte dans leurs politiques de prix", souligne le rapport. Selon les lignes, les tarifs ont toutefois connu des évolutions très différentes. La combinaison des perturbations liées au Brexit et à l'exigence de tests Covid a ainsi conduit à une hausse de 1,3 % des taux de fret transmanche en glissement trimestriel (+ 5 % en glissement annuel). >> Lire l' article complet sur le site de [Supply Chain Magazine](#)

[Visualiser l'article](#)

RSE

Méfiance vis-à-vis des entreprises et collectivités "neutres en carbone", alerte l'Ademe



"Il n'y a pas de consensus sur les critères de la neutralité carbone, confirme Damien Huet, de l'Association Bilan Carbone (ABC). Quand une entreprise se dit neutre, c'est en fonction de ses propres méthodes et périmètres". Ainsi par exemple, fin avril, l'entreprise pétrolière suédoise Lundin Energy affirmait avoir livré une cargaison de pétrole "neutre en carbone" en Italie. Mais Lundin Energy n'a comptabilisé que ses émissions directes. C'est-à-dire celles produites directement par l'entreprise, ce que l'on appelle les Scope 1 et 2. Mais elle n'a pas pris en compte les émissions indirectes, liées à l'utilisation du produit par le consommateur, ce qu'on appelle le Scope 3. Celles-ci représentent environ 80% des émissions de l'entreprise. Ainsi, "un raisonnement (de neutralité carbone) à une échelle réduite risque donc de conduire les acteurs à ne cibler leurs actions que sur les émissions directes et à exclure de leur démarche la part prépondérante de leurs émissions sur laquelle ils portent pourtant une forte responsabilité" souligne l'Ademe. Second souci, pour atteindre la neutralité, Lundin Energy a eu recours à la compensation de ses émissions. L'entreprise a financé des plantations d'arbres. Ces projets, peu coûteux, permettent d'éviter d'investir dans des infrastructures onéreuses pour réduire les émissions réelles de l'entreprise. Mais leur efficacité est variable. Selon l'Oko-Institut, institut allemand de recherche sur l'environnement, 85% de ces projets ont une "faible probabilité" d'assurer les réductions d'émissions promises. Seuls 2 % remplissaient les critères.>> Lire l' article complet sur le site de Novethic

Les distributeurs verdissent aussi leur électricité



www.decision-achats.fr

Pays : France

Dynamisme : 1



[Visualiser l'article](#)

Metro France a dépassé le stade où le photovoltaïque sert à alimenter la machine à café et fournir un alibi écologique ! Le leader des cash & carry a lancé les grandes manoeuvres. Le 22 octobre 2019, il inaugure 1 630 m² de panneaux solaires sur l'auvent du parking de son entrepôt de Six-Fours (83). Une première pour le distributeur. Deux mois plus tard, Metro France annonce le déploiement du solaire sur 22 sites. Début 2021, 6 des 22 sites sont déjà couverts de milliers de petits carreaux bleu foncé. Onze nouveaux chantiers seront lancés ce printemps. À une échelle différente, le distributeur de fruits et légumes et de produits de la mer alsacien Sapam (29e de notre Top 100) pose fin 2020 du photovoltaïque sur son entrepôt de Mulhouse (68). C'est sa deuxième installation de ce type. Celui-ci a également prévu de couvrir de panneaux une partie de la toiture de l'entrepôt de 10 000 m² où il emménagera sur le Min de Strasbourg à l'automne. >> Lire l' article complet sur le site de ZePros

Pandora lance sa première collection à partir de pierres fabriquées en laboratoire



Malgré nombre de réformes, les rapports déplorant les conditions dramatiques d'exploitation des mines continuent d'entacher la réputation des joailliers. Dans le continuum d'une transition consciente et nécessaire de la part des entreprises, vers plus d'éthique et de responsabilité, l'entreprise a annoncé ce mardi 4 mai 2021, l'arrêt de son utilisation de diamants naturels. Des mesures significatives en faveur d'un approvisionnement plus responsable commencent à être prises dans le secteur de la joaillerie. C'est par exemple le cas de la maison américaine Tiffany qui, depuis l'année dernière, fournit des informations sur le parcours exact de chaque pierre à ses clients. Avec une image plus écologique et éthique, le marché des pierres issues de laboratoires est en croissance. En accord avec ses engagements, Pandora s'apprête à lancer sa première collection réalisée à partir de pierres fabriquées au sein d'un laboratoire au Royaume-Uni. Ces dernières auront également l'avantage de ne coûter qu'environ un tiers de celles extraites. >> Lire l' article complet sur le site de l'ADN

DS Smith aide les marques à évaluer la recyclabilité de leurs emballages



www.decision-achats.fr

Pays : France

Dynamisme : 1



[Visualiser l'article](#)

Dans le cadre de sa stratégie de développement durable "Pour aujourd'hui et pour demain", le groupe DS Smith a lancé l'éco-score circulaire, conçu pour donner aux entreprises une vision précise de la manière dont leurs choix d'emballages peuvent réduire leur empreinte environnementale. A partir de huit indicateurs clés, cet outil permet à la fois de mesurer quelles sont les performances d'un emballage en matière d'économie circulaire, mais également de donner des pistes d'amélioration continue, dès la phase de conception, vers des solutions plus durables. >> Lire l' article complet sur le site de [Supply Chain Magazine](#)